

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

*Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Normandie*

Affaire suivie à  
l'Unité départementale de l'Eure  
Rue de Melleville  
27930 Angerville-la-Campagne  
par Nathalie HENRION  
Téléphone : 02 32 23 45 70  
Télécopie : 02 32 23 45 99  
Courriel [nathalie.henrion@developpement-durable.gouv.fr](mailto:nathalie.henrion@developpement-durable.gouv.fr)

Réf. : UDE.2016.04.372.E3.NH

Département de l'Eure

Établissement SCA TISSUE FRANCE

à Hondouville

N° Siret : 702 055 187 00083

**Dossier de demande d'autorisation d'actualisation et d'extension  
du périmètre d'épandage du sous-produit CALCITON généré par le site d'Hondouville  
dans le département de l'Eure-et-Loir**

Rapport de l'inspection des installations classées au  
Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires  
et Technologiques

Références :

- Dossier de demande d'autorisation d'exploiter transmis par la société SCA TISSUE FRANCE le 30 juin 2015,
- Avis de classement du 20 août 2015 proposant le lancement de l'enquête publique et la consultation des services administratifs et des conseils municipaux des communes concernées,
- Avis de l'autorité environnementale du 15 octobre 2015,
- Arrêté préfectoral du 26 novembre 2015 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 7 janvier 2016 au 9 février 2016 sur les 128 communes citées page suivante,
- Dossier additif de réponse aux remarques émises lors de l'enquête administrative transmis par SCA TISSUE FRANCE le 1<sup>er</sup> décembre 2015 et joint au dossier d'enquête publique.

Les communes concernées par la présente demande sont listées page suivante :



Rue de Melleville, 27930 Angerville-la-Campagne  
[ude.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ude.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr)

[www.normandie.developpement-durable.gouv.fr](http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr)

Tél : 02 32 23 45 70 – Fax : 02 32 23 45 99

Accueil du public : 9h à 12h et sur rendez-vous / Accueil téléphonique : 9h à 12h et 14h à 17h  
du lundi au vendredi

ALLAINVILLE  
 ARDELLES  
 AUNAY-SOUS-CRECY  
 BAILLEAU-LE-PIN  
 BAILLEAU-L'EVEQUE  
 BAILLEAU-ARMENONVILLE  
 BEAUCHE  
 BERCHERES-SAINT-GERMAIN  
 BERCHERES-SUR-VESGRE  
 BETHONVILLIERS  
 BOISSY-LES-PERCHE  
 BOISSY-EN-DROUAI  
 BONCOURT  
 BOUGLAINVAL  
 LE BOULLAY-LES-DEUX- EGLISES  
 LE BOULLAY-THIERRY  
 BOUTIGNY-PROUAI  
 BRECHAMPS  
 BREZOLLES  
 BRICONVILLE  
 BROUE  
 BU  
 CERNAY  
 CHAMPAGNE  
 CHAMPSERU  
 LA CHAPELLE-FORAINVILLIERS  
 LA CHAPELLE-FORTIN  
 CHARPONT  
 CHARTAINVILLIERS  
 CHASSANT  
 CHATAINCOURT  
 LES CHATELETS  
 CHAUDON  
 LA CHAUSSEE-D'IVRY  
 CHERISY  
 COLTAINVILLE  
 COUDRAY-AU-PERCHE  
 COULOMBS  
 CRECY-COUVE  
 LA CROIX-DU-PERCHE  
 CRUCEY-VILLAGES  
 DAMPIERRE-SUR-AVRE  
 DIGNY  
 DROUE-SUR-DROUETTE  
 ECROSNES  
 EPERNON  
 ESCORPAIN  
 FAVEROLLES  
 FESSANVILLIERS-MATTANVILLIERS  
 FONTAINE-SIMON  
 FRANCOURVILLE  
 FRESNAY-LE-GILMERT  
 FRETIGNY  
 GARANCIERES-EN-DROUAI  
 GARNAY  
 GAS  
 GERMAINVILLE  
 GOUSSAINVILLE  
 GUAINVILLE  
 LE GUE-DE-LONGROI  
 HOUVILLE-LA-BRANCHE  
 ILLIERS-COMBRAY  
 JAUDRAIS  
 JOUY  
 LAMBLORE

LAONS  
 LORMAYE  
 LOUVILLIERS-EN-DROUAI  
 MAGNY  
 MAILLEBOIS  
 MAINTENON  
 LA MANCELIERE  
 MANOU  
 MARCHEVILLE  
 MAROLLES-LES-BUIS  
 MARVILLE-MOUTIERS-BRULE  
 MEAUCE  
 LE MESNIL-THOMAS  
 MONTIGNY-SUR-AVRE  
 MONTIREAU  
 MORVILLIERS  
 NERON  
 NOGENT-LE-ROI  
 OINVILLE-SOUS-AUNEAU  
 ORMOY  
 ORROUER  
 OUERRE  
 OULINS  
 PIERRES  
 LES PINTHIERES  
 PRUDEMANCHE  
 LA PUISAYE  
 ROHAIRE  
 RUEIL-LA-GADELIERE  
 SAINT-ANGE-ET-TORCAY  
 SAINT-DENIS-D'AUTHOU  
 SAINTE-GEMME-MORONVAL  
 SAINT-DENIS-DES-PUITS  
 SAINT-LAURENT-LA-GATINE  
 SAINT-LUBIN-DE-LA-HAYE  
 SAINT-LUBIN-DES-JONCHERETS  
 SAINT-LUCIEN  
 SAINT-MARTIN-DE-NIGELLES  
 SAINT-MAURICE-SAINT-GERMAIN  
 SAINT-MAIXME-HAUTERIVE  
 SAINT-PREST  
 SAINT-REMY-SUR-AVRE  
 SAINT-VICTOR-DE-BUTHON  
 SAULNIERES  
 SAUSSAY  
 SENANTES  
 SENONCHES  
 SERAZEREUX  
 SOREL-MOUSSEL  
 SOUANCE-AU-PERCHE  
 SOULAIRES  
 SOURS  
 THIMERT-GATELLES  
 THIRON-GARDAIS  
 TREON  
 UMPEAU  
 UNVERRE  
 VERT-EN-DROUAI  
 VICHES  
 VILLEMEUX-SUR-EURE  
 VILLIERS-LE-MORHIER  
 YEVRES  
 YMERAY

## A) DESCRIPTION DE LA DEMANDE

La société SCA TISSUE FRANCE sise route de Louviers – 27400 HONDOUVILLE, a déposé le 30 juin 2015 un dossier d'actualisation de son plan d'épandage du sous-produit Calciton en demandant l'autorisation d'épandre dans le département de l'Eure-et-Loir.

### A.1. Présentation de l'établissement

Le Groupe SCA compte environ 44 000 employés, il développe et fabrique des produits d'hygiène personnelle, d'essuyage en papier ainsi que des produits forestiers.

SCA réalise ses ventes dans une centaine de pays avec des marques mondiales de renom telles que TENA et TORK. Son chiffre d'affaires 2013 a atteint 10,7 milliards d'euros.

En France, SCA fabrique et commercialise des produits d'hygiène personnelle et d'hygiène en papier, ainsi que des produits à marques de distributeurs. SCA compte 2 800 collaborateurs (dont 550 à Hondouville), répartis sur 7 sites et 1,3 milliards d'euros de C.A. en 2013.

A Hondouville dans l'Eure, le site industriel de SCA TISSUE France fabrique :

- des produits en ouate de cellulose (papier à usage sanitaire ou Tissue) sous la marque Tork destinés à l'hygiène et à l'essuyage papier pour les professionnels,
- des produits à base de coton sous les marques Demak'up (produits de démaquillage) et Lotus (cotons-tiges et cotons bébé).

La fabrication de ouate de cellulose à partir de papier recyclé génère un sous-produit riche en carbonate de calcium et en matières organiques dont la marque déposée est le Calciton®.

Ce sous-produit est épandu depuis de nombreuses années dans le département de l'Eure.

Ce site dispose actuellement d'un arrêté préfectoral en date du 19 février 1996 l'autorisant à pratiquer dans l'Eure l'épandage sur 11 650 ha de 70 000 tonnes par an de sous-produits issus du recyclage des vieux papiers (Calciton) ainsi que sur 1 250 ha de 16 500 tonnes par an de boues papetières issues de l'épuration des eaux de process de l'établissement.

Cette autorisation est reprise dans l'arrêté préfectoral d'exploitation du site actuellement en vigueur du 27 juin 2012, avec une prescription d'actualisation des périmètres d'épandage, objet de la présente demande d'autorisation.

L'objectif pour le site d'Hondouville est d'obtenir l'autorisation d'actualiser et d'étendre les périmètres d'épandage de ses sous-produits afin de valoriser chaque année en agriculture au maximum :

- 110 000 tonnes de matière brute de Calciton,
- 13 000 tonnes de boues papetières.

réparties comme suit :

Sous-produits	Départements	Surface épandable	Nombre de communes
Calciton	Eure	49 367 ha	400 communes
Boues papetières	Eure	3 288 ha	
Calciton 30 000 tonnes	Eure-et-Loir	9 761 ha	128 communes

L'épandage des sous-produits générés relève des prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière.

Le Calciton est un sous-produit de l'activité de SCA Tissue France sous la rubrique ICPE 2430-2 (préparation de la pâte à papier par désencrage de vieux papiers), en lien avec la nouvelle rubrique ICPE 3610-a (fabrication de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses). Le Calciton est un déchet non dangereux issue de l'activité de recyclage des vieux papiers autrement dénommé « boues de désencrage » classé sous le Code Déchets européen 03 03 05.

La demande porte sur l'autorisation d'épandre une quantité annuelle de 30 000 tonnes brutes de Calciton, dans le département d'Eure-et-Loir, en régime d'entretien calcique et de redressement ponctuel du pH des sols en fonction de leur besoin agronomique.

## A.2. Description des unités et procédés

L'activité de production de ce site est double puisque deux matières premières sont travaillées :

- Ouate de cellulose : cette matière est constituée à 85% de papier recyclé et d'emballage de liquide alimentaire. Une fois désencrées, les fibres de celluloses sont envoyées sur les machines à papier pour fabriquer des bobines servant à la fabrication de divers produits à destination des entreprises et collectivités : Essuyage, Papier Toilette, Essuie-mains, Serviettes de table, etc.
  - **capacité : machine à papier 70 000 tonnes/an**
- Coton écru : cette matière première issue des filatures est blanchie en ligne pour fabriquer des bobines de nappe coton servant à la fabrication de Formats de Démaquillage et de Carrés Bébé. Le secteur coton fabrique aussi des Cotons Tiges à partir de coton blanchi.
  - **Capacité : blanchiment et fabrication 4 500 tonnes/an**

Le Calciton est un sous-produit issu de la production de papier « tissu » à partir d'ouate de cellulose constitué de papier recyclé et d'emballage liquide alimentaire par les procédés suivants :

- Mélange dans un « pulper » des vieux papiers à recycler avec de l'eau de dilution (eau clarifiée) pour obtention d'une pâte épaisse (pas d'ajout de produit chimique).
- Épuration de la pâte :
  1. Séparation des indésirables (plastiques, agrafes,...) par passage dans un trommel, ces indésirables étant sortis du process de fabrication et éliminés en tant que déchets,
  2. Séparation des fibres au travers de laveurs générant :
    - une pâte prélavée orientée vers un « cuvier », avant épaississage, dispersion, blanchiment (NaOH puis H<sub>2</sub>O<sub>2</sub>), flottation, 2nd lavage, épaississage et stockage de la pâte dans une des trois tours du site pour la production des produits finis,
    - des boues fibreuses (fibres cellulosiques + charges minérales constituées de talc, kaolin, mais aussi de sables et verres fins, limailles de fer et plaquettes d'encre) qui sont envoyées vers un flocculateur pour la préparation du sous-produit Calciton :
      - Flocculation et flottation des boues avec séparation des eaux clarifiées et des boues
      - Stockage-tampon dans un bac à boues
      - Flocculation et déshydratation mécanique par filtres à bandes pressantes
      - Transfert par bande transporteuse vers la plate-forme de chargement des camions semi-remorques.

## A.3. Nature et volume des activités

Actuellement, le site de SCA TISSUE France à Hondouville dispose, en tant qu'Installation Classée Pour la Protection de l'Environnement, de deux arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter l'un réglementant l'exploitation du site signé du 27/06/12 et l'autre réglementant l'épandage dans l'Eure signé du 19/02/96.

Le site est soumis à autorisation au titre des activités suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2311-1	Traitement de fibres d'origine végétale	17 t/j
2330-1	Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles 17 t/j	17 t/j
2430-2	Préparation de la pâte à papier (désencrage de vieux papiers)	275 t/j soit 80 000 t/an
2440	Fabrication de papier, carton	275 t/j soit 80 000 t/an
3610-b	Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour	275 t/j
1530-1	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues	52 000 m <sup>3</sup>
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	25 000 m <sup>3</sup>
2910-A1	Installations de combustion	52,4 MW

#### A.4. Qualité agronomique du Calciton

Composition agronomique du Calciton : (kg par tonne brute) :

Caractéristiques	Teneurs prévisionnelles moyennes sur 34 analyses
Matières sèches	485
Matières organiques	188
Matières organiques stables incorporées dans l'humus	~ 125
Azote total	1,3
Rapport C/N	~ 65
Calcium total (CaO)	130
Valeur neutralisante en équivalent CaO	12 à 13
Magnésium MgO	2,1
Phosphore P <sub>2</sub> O <sub>5</sub>	Négligeable car < au seuil de détection
Potassium K <sub>2</sub> O	Négligeable car < au seuil de détection

Le sous-produit Calciton apporté au sol par épandage présente un effet agronomique de type basique (ou « calcique »), avec un redressement du pH des sols. De plus, il ne constitue pas un fertilisant azoté :

- Calcium (CaO) : le Calciton est riche en calcium essentiellement sous forme de carbonate de calcium. Les analyses de valeur neutralisante pratiquées sur le Calciton confirment son statut d'amendement basique.
- Matières organiques : le Calciton est riche en matière organique essentiellement constituée de fibres cellulosiques.
- Rapport C/N : le rapport C/N est élevé. Les tests de minéralisation réalisés sur le Calciton indiquent des taux d'immobilisation de l'azote du sol à hauteur de 1 à 11 % de l'azote apporté par le Calciton, il ne fournit donc pas d'azote aux cultures.
- Azote : la teneur en azote est très faible.
- Magnésium : le Calciton contient une teneur significative en magnésium qui peut permettre de couvrir une partie des besoins de la culture.
- Phosphore et potassium : le Calciton ne présente pas d'intérêt au niveau de ces éléments.

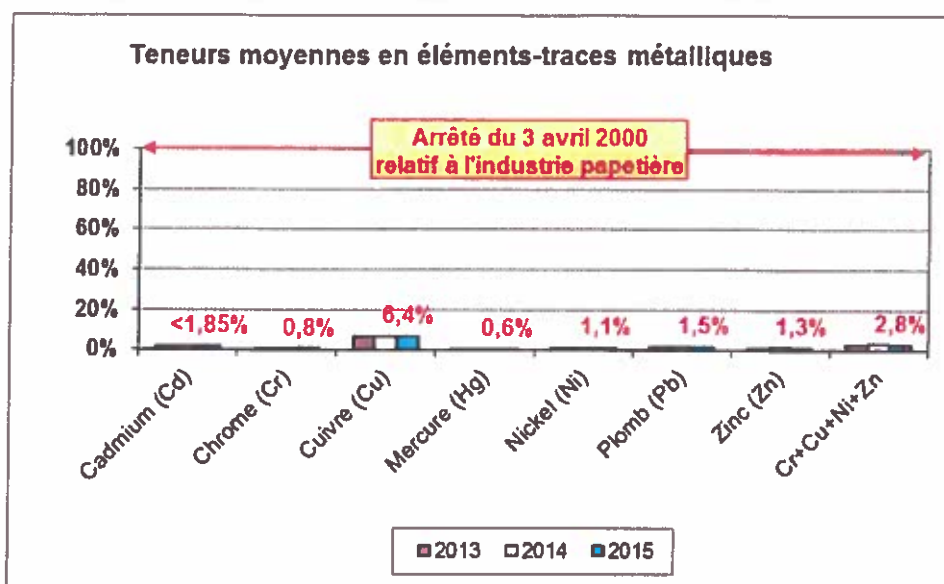
Ces éléments justifient de l'intérêt agronomique du sous-produit Calciton, auquel, conformément à l'arrêté ministériel du 3 avril 2000, est subordonné son épandage.

#### A.5. Innocuité des éléments-traces

Le recyclage agricole du Calciton a fait la preuve de son innocuité depuis le démarrage de la filière de valorisation agricole en 1996 dans l'Eure.

Ainsi, les teneurs en éléments-traces métalliques et en composés-traces organiques dosées dans le Calciton sont beaucoup plus faibles que celles des valeurs limites autorisées en épandage, que ce soit par l'arrêté préfectoral du 19 février 1996 ou par l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière régissant entre autres les activités d'épandage des sous-produits papetiers.

Par exemple, sur les 17 lots de Calciton analysés en 2015, le Calciton présente des teneurs en éléments-traces métalliques (ETM) 15 à 155 fois plus faibles que les valeurs limites imposées par l'arrêté ministériel du 03/04/00 (tableau 1a de l'annexe VI(a)) comme le montre le graphe suivant :



### A.6. Flux cumulé en tonnage de matières sèches épandues

L'arrêté du 3 avril 2000 fixe également un certain nombre de valeurs limites permettant de surveiller les flux en éléments-traces métalliques, en composés-traces organiques et en matières sèches épandues sur une période de 10 ans.

La quantité cumulée de Calciton épandu sur 10 ans ne doit pas dépasser 30 tonnes de matières sèches sur une même parcelle (hors dérogation).

Ainsi, en prenant l'hypothèse maximale de 25 tonnes de matières brutes/ha à 48,5 % de siccité et une période de retour de 5 ans, la quantité de matières sèches apportée est de 24,3 tonnes de matières sèches/ha sur 10 ans.

### A.7. Dimensionnement du périmètre

De par la composition du sous-produit, c'est le calcium qui sera l'élément limitant les épandages.

Les besoins d'entretien calciques des sols du périmètre sont estimés en moyenne à 300 kg/CaO/an.

Le périmètre d'épandage est dimensionné pour valoriser un total annuel maximum de 30 000 tonnes de Calciton brut réparties de la manière suivante :

- Environ 22 000 tonnes avec une teneur en CaO de 130 kg par tonne brute de Calciton à 48,5 % de siccité, pour un usage agronomique de strict entretien basique des sols sur la base d'un besoin agronomique annuel de chaque parcelle de 300 kg CaO/ha/an, soit une surface potentiellement épandable de 9 761 ha. C'est-à-dire une base moyenne d'entretien régulier de 20 t/ha/9 ans.
- À ce besoin d'entretien régulier s'ajoute le besoin en redressement de pH qui devrait s'exprimer sur plusieurs parcelles du plan d'épandage. Pour ce faire, SCA TISSUE FRANCE sollicite une marge de manœuvre supplémentaire à hauteur de 35 % du tonnage nécessaire à l'entretien théorique des sols. La dose sera donc adaptée au cas par cas en fonction des besoins réels de la parcelle proposée à l'épandage par l'exploitant agricole. Au regard des analyses, cette marge de manœuvre pourrait être plus faible.

## **B) IMPACT DE L'EPANDAGE ET DES STOCKAGES TEMPORAIRES**

### **B.1. État initial**

#### **B.1.1. Localisation**

L'extension du périmètre d'épandage en Eure-et-Loir s'étend sur 128 communes.

L'accès aux différents secteurs d'épandage est facilité par un important réseau de routes nationales, et départementales. Le réseau de routes départementales est relayé par de nombreuses routes communales conduisant aux parcelles.

#### **B.1.2. Géologie**

La craie du Crétacé supérieur constitue le substratum.

Ces formations crayeuses sont surmontées par des argiles à silex.

Au-dessus, on retrouve à l'Ouest du département des formations quaternaires et à l'Est des formations tertiaires et quaternaires.

Les vallées sont souvent recouvertes d'alluvions récentes ou anciennes.

#### **B.1.3. Hydrologie/hydrogéologie**

L'Eure-et-Loir est un département de plateaux de faible altitude, faiblement ondulés et entaillés par des cours d'eau nombreux, il est constitué de 9 bassins versants.

Ce département présente plusieurs niveaux aquifères, on relève les nappes principales suivantes :

- les nappes alluviales (Seine, Eure, ...),
- les nappes tertiaires (Lutécien/Yprésien – nappe du Champigny – nappe de Beauce),
- les nappes du Crétacé Supérieur (Séno-Turonien – et Cénomanién),
- la nappe de l'Albien-Néocomien.

Une étude de vulnérabilité des aquifères du département a été demandée par SCA TISSUE FRANCE au Bureau d'Etudes spécialisé ARCHAMBAULT CONSEIL pour identifier la vulnérabilité des parcelles et groupe de parcelles projetant de recevoir un épandage.

Pour ce faire, les éléments suivants ont été étudiés :

- la présence de cours d'eau (temporaires ou non et zones inondables),
- la présence de points d'eau (étangs, marres, ...),
- la présence de bétouilles (visibles ou inventoriées),
- la présence de vallées sèches,
- la localisation hydraulique de la parcelle vis-à-vis des captages d'alimentation en eau potable,
- la vulnérabilité simplifiée des aquifères (par étude d'IDPR<sup>1</sup> (indice de développement et de persistance des réseaux) et d'épaisseur de la zone non saturée<sup>2</sup>),
- la visite du terrain.

#### **B.1.4. Milieu naturel**

Une enquête menée auprès des DREAL et de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel a permis de recenser les sites naturels remarquables du réseau Natura 2000, les ZNIEFF et ZICO.

Aucune parcelle classée en zone Natura 2000 ne fait l'objet d'épandage de Calciton.

---

<sup>1</sup> Indice de développement et de persistance des réseaux qui traduit de manière indirecte les notions de flux de pollution éventuelle vers les eaux souterraines ou les eaux superficielles

<sup>2</sup> qui joue un rôle primordial dans la qualification de la capacité d'un aquifère à être affecté par l'infiltration d'un polluant

3 ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) de type II sont présentes sur le périmètre d'étude. Seule une ZNIEFF comprend une parcelle proposée à l'épandage (Vallons de rive gauche de l'Eure à Charpont n°240003956).

De nombreuses ZNIEFF de type I sont également présentes sur le périmètre d'étude avec des parcelles d'épandage en bordure de celles-ci, mais aucune n'est directement concernée par des parcelles du plan d'épandage.

Une partie des parcelles du plan d'épandage est située dans le Parc Naturel Régional du Perche.

#### ***B.1.5. Aptitude des terrains aux dépôts et à l'épandage***

Les critères utilisés pour déterminer l'aptitude aux dépôts temporaires et à l'épandage des parcelles agricoles sont des contraintes d'ordre topographique, pédologique, hydrogéologique et réglementaire, comme les distances d'isolement vis-à-vis des habitations, vis-à-vis des cours d'eau, vis-à-vis des zones inondables dans les vallées et vis-à-vis des captages d'alimentation en eau potable. Trois classes d'aptitude ont été définies en conséquence :

- Aptitude 0 : à proximité de zones sensibles : périmètre immédiat et rapproché de captage AEP, sources, ... :
  - l'épandage est interdit.
- Aptitude 1 : en zones inondables ou en périmètre de protection éloigné de captage AEP :
  - le stockage et l'épandage sont autorisés de mars à octobre.
- Aptitude 2 : autres :
  - l'épandage peut être effectué dans la mesure où l'accès à la parcelle ne pose pas de problèmes particuliers de portance ou de dégradation de la structure.

L'aptitude des parcelles aux dépôts et à l'épandage a été étudiée par l'expertise hydrogéologique d'ARCHAMBAULT CONSEIL.

### ***B.2. Effets de l'épandage***

#### ***B.2.1. Analyse de la conformité des sols***

Une étude de terrain a été menée pour identifier et exclure toutes les parcelles ou parties de parcelles inaptes aux épandages. Les relevés de terrain ont été sous forme de sondages à la tarière à main, à raison d'un sondage, en moyenne, pour 10 hectares environ.

La réglementation exige une description physico-chimique des horizons de surface, à raison d'une analyse par parcelle de référence : l'étude pédologique a permis de définir des zones homogènes représentatives d'unités de sols similaires ; sur chaque zone homogène, une parcelle a été définie comme parcelle de référence (zone d'une taille max de 100 hectares). Sur ces parcelles de références et conformément à la réglementation (arrêté ministériel du 3 avril 2000), des analyses ont été réalisées sur les éléments traces métalliques, la valeur agronomique, les oligoéléments et la granulométrie des sols. Elles vérifient leur conformité à l'épandage et leurs besoins agronomiques.

---

Ainsi, le plan d'épandage est caractérisé par 106 parcelles de référence avec leurs analyses correspondantes à des points repérables par GPS.

Ces analyses montrent que les parcelles ont des caractéristiques conformes aux valeurs réglementaires. L'épandage sur celles-ci est conditionné au respect des dispositions reprises dans le projet d'arrêté joint en annexe qui sont issues des dispositions de l'arrêté ministériel du 03 avril 2000 relatif à l'industrie papetière. Les teneurs en éléments-traces métalliques se situent en dessous des valeurs limites prescrites dans le même arrêté ministériel.

### **B.2.2. Effets sur les eaux**

La carte d'aptitude des parcelles à l'épandage du Calciton prend en compte les contraintes de protection de la ressource en eau :

- Les parcelles situées dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée des captages sont exclues du périmètre d'épandage.
- Les distances à respecter lors des épandages sont les suivantes :
  - 5 m avec enfouissement immédiat par rapport aux cours d'eau et plans d'eau (pente de terrain < 7%), 35 m sinon,
  - 35 m par rapport aux captages d'eau potable non protégés par un périmètre, châteaux d'eau et aqueducs,
  - 35 m vis-à-vis des marnières et béttoires.

Ce projet d'épandage n'a pas d'impact sur le taux de nitrates dans les eaux (le peu d'azote contenu dans le Calciton l'est sous forme organique et sa disponibilité pour les cultures à suivre est nulle), ni sur l'eutrophisation de l'eau par le phosphore (pas de phosphore dans le Calciton).

Durant les périodes climatiques favorables, le Calciton est livré en bout de parcelles pour y être entreposé en attente d'être épandu. Cette mise en dépôt temporaire respecte les prescriptions de l'arrêté du 03 avril 2000 relatif à l'industrie papetière, à savoir :

- Toutes les précautions sont prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines.
- La distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers est égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins trois mètres vis-à-vis des routes et fossés est respectée.
- Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée.
- La durée maximale ne peut dépasser un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

### **B.2.3. Effets sur l'air (odeurs et poussières)**

Le sous-produit Calciton ne génère pas de poussières.

Les émissions odorantes sont limitées pour le Calciton, du fait de sa composition. Néanmoins, le temps de stockage peut induire une légère reprise de la fermentation. Un léger dégagement d'odeurs au moment de l'ouverture du tas est possible, limité dans le temps.

### **B.2.4. Effets sur le bruit**

Les nuisances sonores du transport et de l'épandage sont celles liées à toute activité agricole classique.

### **B.2.5. Effets sur la faune et la flore**

Le sous-produit Calciton n'est épandu que sur des parcelles agricoles régulièrement exploitées. Cette pratique laisse indemne les zones de refuge pour la faune telles que les bosquets, les haies, les fossés et les talus.

### **B.2.6. Effets sur la circulation**

A proximité d'une parcelle donnée, l'impact sera quasi nul de part l'étendue du périmètre d'épandage, les quantités mises en jeu et les fréquences de retour sur une même parcelle.

Ainsi une parcelle n'est concernée que quelques jours par an pour les livraisons (6 à 7 camions pour 10 ha à fertiliser) et la fréquence de retour est de 9 ans.

### **B.3. Mesures envisagées pour limiter, compenser et limiter les impacts sur l'environnement**

Le suivi agronomique et technique de la filière comporte un certain nombre d'interventions dont l'objectif premier est de valider le cadre technique du recyclage du Calciton. Il s'organise notamment au travers d'un programme d'analyses de contrôle.

#### **B.3.1. Suivi du Calciton et de la filière**

Des analyses sont réalisées au fur et à mesure de la production.

SCA TISSUE FRANCE fait analyser sur chaque lot de Calciton, la valeur agronomique, les teneurs en éléments-traces métalliques et les composés-traces organiques. Il est constitué de 17 lots de Calciton par année de production.

En cas de pollution (analyse ne correspondant pas aux critères de l'arrêté du 03 avril 2000 relatif à l'industrie papetière), l'ensemble du lot concerné sera traité en filière alternative.

A noter que depuis 1996, aucune non-conformité n'a été détectée et le sous-produit montre une grande stabilité dans sa composition.

Chaque année, des documents réglementaires sont établis et transmis aux autorités compétentes :

- programme prévisionnel d'épandage,
- tenue à jour d'un cahier d'épandage,
- bilan annuel des épandages.

Ainsi, à tout moment, il est possible de savoir quelles sont les parcelles épandues ou à épandre, les cultures avant/après épandage, les doses d'épandage, le bilan des apports à la parcelle...

#### **B.3.2. Sur les sols**

→ Au cours de l'épandage :

Des analyses agronomiques de sol seront réalisées en complément des points de référence déjà effectués dans le cadre de l'étude préalable, sur la base d'une analyse pour 100 ha avant épandage et un contrôle agronomique sera pratiqué sur un tiers des parcelles analysées un an après épandage du Calciton.

→ Précaution d'apport :

Les apports de Calciton sont réalisés à des doses qui varient selon les cultures et les besoins des sols, ces doses sont adaptées à chaque lot en fonction des résultats d'analyses de la valeur agronomique et aux cultures pratiquées.

→ Après l'ultime épandage :

Des analyses des éléments-traces métalliques des parcelles de référence sur les points de prélèvements réalisés dans le cadre de l'étude préalable doivent être effectuées tous les 10 ans, ou lors de l'ultime épandage. De plus, en cas de retrait d'une ou plusieurs exploitations agricoles ayant reçu du Calciton, des analyses en éléments-traces métalliques seront réalisées sur les points de référence concernés.

#### **B.3.3. Sur les eaux**

Les épandages et les stockages seront réalisés selon les modalités définies dans l'étude préalable, à savoir :

- à des doses agronomiques qui ajustent les apports aux besoins des sols et des cultures,
- dans le respect des distances d'isolement et des zones exclues du périmètre défini pour garantir la protection de la ressource en eau (et validé par le cabinet spécialisé ARCHAMBAULT),
- dans le respect des périodes d'épandage déterminées pour certaines parcelles.

#### **B.3.4. Sur les odeurs**

Les règles en matière de distance seront respectées afin de ne pas nuire aux populations environnantes.

#### **B.3.5. Sur le milieu naturel**

Le périmètre d'épandage s'inscrit dans l'activité agricole. Les parcelles retenues pour l'épandage sont toutes des parcelles cultivées.

#### **B.3.6. Sur les activités humaines**

Le trafic des sous-produits du site de la papeterie vers les lieux d'épandage ne générera pas d'impact significatif sur le trafic actuel. Les activités d'épandage ont un caractère agricole et elles ne perturbent pas les activités qui sont principalement agricoles dans les secteurs concernés.

### **B.4. Risques sanitaires**

L'impact du projet pour la santé publique fait l'objet d'une analyse intégrée dans l'étude d'impact :

- Le facteur potentiel de danger lié à ce plan d'épandage est l'exposition aux éléments-traces métalliques (substances sélectionnées : cuivre et plomb) et aux composés-traces organiques (traceur retenu : somme des sept PCB).
- La voie d'exposition étudiée est l'ingestion de terre : il est considéré une quantité de sol ingérée de 1 g par jour ce qui d'après l'ARS (Agence Régionale de Santé) est très majorant comparativement aux valeurs communément utilisées dans ce cadre (50 mg/j pour un adulte et 150 mg/j pour un enfant).

Après étude du dossier, l'Agence Régionale de Santé conclue que l'acceptabilité du risque pour la santé publique peut être validée compte-tenu de l'exposition très circonscrite dans le temps, du respect des valeurs limites en polluants (Éléments-Traces Métalliques et Composés-Traces Organiques) et du temps de retour sur une même parcelle (9 ans pour le Calciton).

### **B.5. Compatibilité avec le SDAGE Loire-bretagne**

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne est entré en vigueur le 18 novembre 2009.

Les précautions prises lors des épandages de Calciton, à savoir :

- respect des distances d'isolement réglementaires par rapport aux ruisseaux et plans d'eau,
- respect des périmètres de protection des captages d'eau potable,
- adéquation des doses d'épandage en fonction des sols et des cultures,

sont autant de mesures, qui permettent de préserver la ressource en eau (eau souterraine et eau superficielle).

Les épandages de Calciton sont donc bien compatibles avec le SDAGE ainsi qu'avec les SAGE présents sur les secteurs concernés.

### **B.6. Superposition des plans d'épandage**

La justification de la superposition d'épandage sur une même parcelle pour deux sous-produits repose sur une démonstration de la complémentarité agronomique de ceux-ci et par l'absence d'un dépassement des flux cumulés en éléments-traces métalliques et composés-traces organiques.

Des périmètres conjoints sont admis lorsque les sous-produits épandus présentent une complémentarité agronomique avec le Calciton.

Cette complémentarité agronomique a été démontrée dans un rapport fourni par SCA TISSUE FRANCE le 14 mars 2016 avec les plans d'épandage suivants : Boues de Nogent-le-Roi, Ferments lactiques puis Boues de SYMVANI.

Conformément à la proposition de l'exploitant et à la demande de la Direction Départementale des Territoires de l'Eure-et-Loir, la superposition avec le plan d'épandage des boues issues du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne – SIAAP, situé à Achères, est interdite.

## **C) COMMUNICATION FAITE PAR LE PÉTITIONNAIRE AVANT ENQUÊTE PUBLIQUE**

Antérieurement au démarrage de l'enquête publique, la société SCA TISSUE FRANCE a organisé 2 réunions d'information destinées aux maires des communes concernées par le plan d'épandage. Un courrier d'invitation a été adressé à chacune des 128 communes.

Le 16 décembre 2015 à Villemeux sur Eure, 23 personnes étaient présentes pour les 19 communes suivantes : Berchères-Saint-Germain, Bouglainval, Boutigny-Prouais, Brechamps, Briconville, Cercy-Couve, Droué-sur-Drouette, Faverolles, Guainville, Le Boullay-les-deux-Eglises, Les Pinthières, Neron, Nogent-le-Roi, Ormoy, Saint-Laurent-la-Gâtine, Saint-Remy-sur-Avre, Vert-en-Drouais, Villemeux-sur-Eure, Ymerai.

Le 17 décembre 2015 à Morvilliers, 4 personnes étaient présentes pour les 3 communes suivantes : Allainville, Boissy-lès-Perche, Morvilliers.

## **D) INSTRUCTION ADMINISTRATIVE**

### ***D.1. Déroulement de l'enquête publique***

Par arrêté inter-préfectoral en date du 26 novembre 2015, une enquête publique a été prescrite sur les 128 communes d'Eure-et-Loir concernées par le périmètre d'épandage. Celle-ci s'est déroulée du **7 janvier 2016 au 9 février 2016 inclus**.

Le président du tribunal administratif a désigné aux fonctions de commissaires enquêteurs :

- M. Christian Baisse : président,
- M. Gilles Sapin : titulaire,
- M. Michel Badaire : titulaire,
- M. Jean-Claude Sainsaulieu : suppléant.

Suite à la clôture de l'enquête, les membres de la commission d'enquête ont rédigé :

- un procès verbal daté du 12 février 2016 faisant la synthèse de l'ensemble des thématiques formulées par le public durant l'enquête ainsi que les interrogations propres de la commission,
- un répertoire reprenant les observations formulées par le public durant l'enquête,

qui ont été remis au pétitionnaire le 12 février 2016.

Un mémoire en réponse répondant point par point par thématiques aux questions a été élaboré par le pétitionnaire et a été adressé au président de la commission par courrier recommandé le 19 février 2016.

## **D.2. Observations du public**

Au total, la commission a reçu durant l'enquête 24 observations écrites sur les registres, 5 courriers, 11 courriels et 5 observations orales.

Compte tenu du nombre de remarques formulées par le public et de la redondance entre certaines d'entre elles, ces remarques sont regroupées par thématiques :

- la composition du Calciton, à savoir : la présence de métaux lourds, d'encre d'impression et sa composition précise,
- l'impact sur les eaux, à savoir :
  - le drainage par les eaux de certaines zones qui rejoindraient un périmètre de protection rapprochée de captage AEP,
  - la présence de sources ou puits privés sur certaines communes,
  - l'infiltration/ruissellement possible vers des rivières voisines,
- l'interférence avec les opérations d'aménagement foncier en cours,
- l'impact sur l'agriculture biologique,
- le suivi des épandages, des volumes épandus et la traçabilité des papiers recyclés,
- la population (poussières, odeurs et bruit),
- les solutions alternatives,
- l'agriculteur et le contrat (pour les terres en location : possibilité d'opposition des propriétaires à l'épandage, responsabilité juridique d'éventuelle pollution, durant combien d'années se feront les épandages).

### Observations et propositions de l'inspection des installations classées :

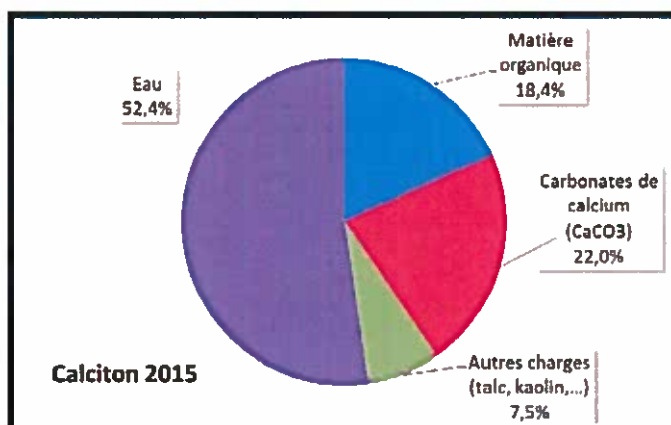
*L'inspection a repris dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint les prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière dans lequel sont fixées les valeurs limites de concentrations et de flux cumulés en éléments-traces métalliques et en composés-traces organiques dans le Calciton.*

*De plus, le chapitre 2.11.2 du projet d'arrêté complémentaire reprend l'obligation de surveillance du Calciton : toutes les 3 semaines de production, un échantillon est constitué et envoyé en analyse dans un laboratoire reconnu et indépendant (soit 17 analyses par an).*

*Conformément aux articles 2.9.3, 2.11.1 et au chapitre 2.12 du projet d'arrêté complémentaire, les résultats d'analyses qui seront réalisées sur le Calciton et sur les sols seront annexés aux documents administratifs officiels (registre d'épandage, programme prévisionnel d'épandage et bilan annuel d'activité) Ces documents seront fournis à l'autorité administrative.*

*Les résidus d'encre d'impression sont en quantité infime dans le Calciton : les pigments organiques sont dosés dans la fraction organique du Calciton et se décomposent dans les sol.*

*Concernant la composition du Calciton, les carbonates de calcium ( $\text{CaCO}_3$ ) représentent la charge minérale majoritaire dans le papier d'impression et donc dans le Calciton issu du recyclage des papiers (environ 22 % du sous-produit brut). Les autres charges minérales (talc, kaolin, ...) à hauteur de 7,5 % sont des silicates, à distinguer de la charge minérale majoritaire que sont les carbonates de calcium. Les matières organiques (environ 18 % du sous-produit brut) sont des fibres cellulosiques trop abîmées pour être réutilisées dans la production de papier sanitaire. La fraction cellulosique brute représente plus de 50 % de ces matières organiques. La fraction eau représente 52 % du sous-produit brut.*



L'évaluation de l'impact des épandages de Calciton sur les eaux de surface ou les eaux souterraines a été analysée dans l'étude préalable à l'épandage et dans l'étude d'impact. Ainsi il y est précisé que :

- le Calciton, de par sa fonction d'amendement basique, redresse le pH des sols, ce qui évite les risques de migration des éléments-traces métalliques vers les nappes ou les végétaux (à pH très acide < 5, la mobilité des métaux contenus dans les sols augmente fortement),
- il apporte des fibres cellulosiques (matières organiques végétales) contenant très peu d'azote, qui augmentent la capacité de rétention des éléments fertilisants par le sol et donc diminuent les risques de lessivage,
- il est solide et ne génère pas de jus au dépôt (forte capacité de rétention en eau).

Le choix des lieux de dépôts temporaires et des parcelles à épandre tient compte des distances d'isolement réglementaires (puits, cours d'eau, captages, cavités souterraines naturelles) qui limitent le risque de migration d'éléments polluants vers les eaux de surface (par ruissellement) ou les eaux souterraines (par lessivage) :

- à plus de 35 m (pente de terrain <7%) mares et cours d'eau (100m si pente >7%), idem pour les puits, forages, sources et aqueducs,
- en dehors des périmètres de protection rapprochée des captages AEP (Alimentation en Eau Potable) (contrainte supplémentaire éventuelle sur le périmètre de protection éloignée en fonction de la vulnérabilité hydrogéologique),
- à plus de 35 m des cavités souterraines naturelles.

Ces éléments de distance sont repris dans le projet d'arrêté joint au chapitre 2.8 et au tableau 4 de l'annexe 1.

De plus une étude hydrogéologique, confiée à un bureau d'études spécialisé, le Cabinet ARCHAMBAULT, a permis de valider le classement de l'aptitude de chaque parcelle proposée à l'épandage, avec une attention plus particulière sur les bassins d'alimentation des captages vulnérables (karstiques) et les bétouilles, ceci afin de préserver les ressources en eau.

L'Agence Régionale de Santé de Centre-Val de Loire a, dans son avis du 24 août 2015, complété le dossier sur le recensement des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable.

À noter que tout nouveau périmètre de protection de captage sera respecté dès son entrée en vigueur avec aucun épandage en périmètre de protection rapprochée.

Vu la demande du Président des Commissions Communales des Aménagements Fonciers de retirer du plan d'épandage les parcelles concernées par une procédure d'aménagement foncier en cours, il est proposé dans le projet d'arrêté joint au chapitre 2.1, d'autoriser l'épandage lorsque la procédure d'aménagement foncier est terminée ou dans les 2 ans suivant la signature de l'arrêté.

*Le Calciton n'est pas un intrant autorisé pour l'agriculture biologique, n'étant pas volatil et ne générant pas de poussières, il peut être épandu sur des parcelles voisines de parcelles bio sous réserve du respect des distances d'entreposage et d'épandage.*

*Concernant la traçabilité des papiers recyclés sur l'usine SCA d'Hondouville, leur provenance géographique est connue de SCA (en 2015 : le Nord-Ouest de la France, y compris la région Parisienne, ainsi que l'Angleterre). Les papiers à recycler sont achetés sur le marché auprès des collecteurs de déchets qui ont assuré non seulement la collecte mais également le tri et la mise en balle suivant la norme européenne EN 643<sup>3</sup>. Les balles de vieux papiers doivent répondre à la sorte affichée par le vendeur. La livraison de chaque camion sur l'usine fait l'objet d'un échantillonnage pour analyse des performances du lot livré (rendement, impuretés,...) et d'une gestion en traçabilité durant tout le processus industriel.*

*Le Calciton tient en tas, il n'est ni volatil ni poussiéreux ni odorant. Il n'a pas la capacité à modifier la composition de l'air. Il n'y a pas d'impact sanitaire sur le voisinage, comme indiqué dans l'étude d'impact du projet sur la santé publique, étude qui a été validée par l'Agence Régionale de Santé de Haute-Normandie dans son avis du 13 août 2015.*

*Concernant les solutions alternatives à l'épandage, SCA TISSUE FRANCE procède à la réhabilitation de sols après exploitation de carrières : un essai agronomique est en cours sur une carrière de l'Eure pour la reconstruction des sols végétalisés.*

*Certaines briqueteries pourraient utiliser du sous-produit Calciton en mélange avec d'autres matières premières, mais le coût du transport est un point bloquant majeur.*

*Chaque exploitant agricole est lié avec chaque propriétaire par un bail, contrat officiel. Dans ce contrat, il est généralement stipulé que l'exploitant doit gérer les terres « en bon père de famille ». Celui-ci gère donc les parcelles qu'il cultive de la meilleure manière qui soit. Toutefois, l'avis du propriétaire peut être pris en considération par l'exploitant agricole ; c'est à l'exploitant de prendre ensuite les meilleures décisions.*

*Le producteur de déchets est responsable de son déchet jusqu'à son élimination. SCA TISSUE France est donc responsable du Calciton jusqu'à son élimination.*

### **D.3. Avis de la commission d'enquête**

Dans son rapport du 8 mars 2016, la commission d'enquête émet un avis favorable sur le projet de valorisation agricole du sous-produit Calciton généré par les installations de la société SCA TISSUE FRANCE d'Hondouville et formule les recommandations suivantes :

- d'inviter les exploitants agricoles locataires à faire l'information à leurs propriétaires de leur intention de procéder à l'épandage du Calciton sur les terres louées,
- de proposer aux communes sur lesquelles du Calciton sera épandu d'être destinataire d'un bilan des épandages qui devra être communiqué annuellement à l'administration (DREAL),
- que des contrôles inopinés sur le Calciton soient réalisés de manière inopinée la première année à la demande de la DREAL par une société de contrôle indépendante et aux frais du pétitionnaire,
- que soit mis en place par le pétitionnaire des analyses ponctuelles de la composition des intrants (papiers recyclés), en particulier sur les composants métaux lourds,
- qu'une simulation soit faite sur l'impact maximal créé par les éventuelles opérations d'aménagement foncier afin de statuer si le plan d'épandage resterait suffisamment dimensionné.

---

3 : NF EN 643 Mars 2014 : liste européenne des sortes standard de papiers et cartons pour recyclage. La présente Norme européenne définit les sortes de papiers et de cartons pour recyclage utilisées comme matières premières pour le recyclage dans la fabrication de produits à base de papiers et de cartons dans l'industrie papetière. La présente Norme européenne spécifie également les tolérances pour les matériaux non désirés, ainsi que la composition des papiers et cartons pour recyclage. Les matériaux inutilisables (matériaux interdits et non désirés) sont clairement définis pour tous les individus impliqués dans la gestion des papiers et cartons pour recyclage.

#### Observations et propositions de l'inspection des installations classées :

Concernant la transmission aux communes d'un bilan des épandages, la DREAL informe que toute commune pourra sur demande, venir consulter les documents de suivi du plan à l'Unité Départementale de l'Eure.

Concernant les contrôles inopinés sur les lots de Calciton, l'inspection propose que tous les 4 lots soit 1 fois par trimestre jusqu'à décembre 2017, la surveillance du Calciton soit réalisée par 2 laboratoires indépendants simultanément sur le même échantillon. Cette proposition est reprise en prescription à l'article 2.11.2 dans le projet d'arrêté joint.

Concernant la composition des papiers recyclés, la société SCA TISSUE FRANCE s'appuie sur la norme NF EN 643 qui comporte des exigences supplémentaires pour les « sortes » destinées au désencrage (âge des journaux et produits papier adaptés au désencrage).

Le bilan des parcelles concernées par un aménagement foncier a fait ressortir 28 parcelles sur les communes de Bailleau-le-Pin, Bailleau-l'Eveque, Fresnay-le-Gilmert, Briconville, Orrouer et Cernay. L'inspection propose que l'épandage sur ces parcelles ne puisse démarrer qu'après clôture des procédures d'aménagement foncier ou dans 2 ans au plus tard. Cette proposition est reprise en prescription au chapitre 2.1 dans le projet d'arrêté joint.

#### **D.4. Avis des conseils municipaux**

128 communes situées dans le département de l'Eure-et-Loir sont concernées par l'épandage et ont été consultées pour émettre un avis sur la présente demande.

45 communes se sont prononcées dont 18 de manière favorable, 3 qui réservent leur avis ou s'abstiennent et 24 de manière défavorable.

Un recueil des avis exprimés par les communes est repris en annexe du présent rapport.

Les remarques argumentées portent essentiellement sur la composition du Calciton, la présence de captages et la présence de zones inondables. En complément des éléments déjà évoqués ci-dessus, le projet d'arrêté impose de prendre en compte l'évolution des périmètres de captage (art. 2.1 et 2.9.3) et dans les zones inondables, les dépôts sont interdits aux périodes où le risque d'inondation est le plus important : de novembre à février (art. 2.8).

#### **D.5. Avis des services administratifs**

##### **D.5.1. Mission Interdépartementale pour le Recyclage des Sous-Produits de l'Assainissement en Agriculture**

Observations par courrier en date du 1<sup>er</sup> juillet 2015 :

La MIRSPAA a détecté un léger décalage de surfaces épandables entre les conclusions de l'étude hydrogéologique menée par ARCHAMBAULT CONSEIL et celles du plan d'épandage présentées dans la demande d'autorisation. Cette différence s'explique par le fait que certains paramètres ne sont pas pris en compte dans le diagnostic hydrogéologique. Ainsi, une parcelle située dans un périmètre de protection éloigné peut ne pas présenter de facteur de vulnérabilité hydrogéologique conduisant à une proposition de classement en aptitude bonne par l'hydrogéologue, alors que d'autres facteurs (comme un sol superficiel, filtrant ou en zone inondable) peuvent conduire à la maintenir en classe d'aptitude moyenne (classe 1) suite aux conclusions de l'étude préalable.

Pour la MIRSPAA, les doses d'apport préconisées entre 2 300 et 2 900 kg CaO/ha sont élevées. Pour justifier de telles pratiques, elle précise qu'il conviendrait de préciser la rapidité d'action du Calciton par un suivi sur une parcelle d'essai ou par un test en laboratoire.

*Dans son mémoire en réponse, le pétitionnaire indique que des tests en laboratoire ont déjà été menés sur le Calciton ainsi que des tests en bout de champ dans le département de l'Eure. Les tests en laboratoire d'efficacité alcalinisante ont notamment été menés dès 2003 : le Calciton a clairement un effet amendant rapide sur le pH des sols, comparable à celui du carbonate de calcium.*

*Le Calciton fait régulièrement l'objet d'une mesure de solubilité carbonique et de valeur neutralisante. La solubilité carbonique est de 45, ce qui confirme la rapidité d'action du Calciton.*

#### **D.5.2. Agence Régionale de Santé de Haute-Normandie**

Avis par courrier en date du 13 août 2015 : l'ARS émet un avis favorable sous réserve,

- du respect des bonnes pratiques agricoles,
- de la mise en œuvre effective d'une vigilance contre le risque de ruissellement vers les bétail et sur les périmètres de protection éloignés de captages.

#### **D.5.3. Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire**

Observations par courrier en date du 24 août 2015 :

L'ARS a rappelé, dans son courrier, une distance de 300 m à respecter autour des captages communaux ne bénéficiant d'aucun périmètre de protection (Cernay et Magny). Ces zones étaient déjà délimitées dans l'annexe par communes du dossier de demande. Par conséquent, ce rappel n'a pas nécessité de compléments au dossier.

Par contre, certains périmètres de protection étaient manquants dans le dossier, il s'agit :

- du périmètre de protection rapprochée des sources de la Vigne, propriété d'Eau de Paris, qui se traduit notamment par une zone de 20 m de part et d'autre des ruisseaux des communes de La Chapelle-Fortin, Morvilliers, Rohaire et Rueil-la-Gadelière, sans conséquence sur le parcellaire proposé car une distance d'isolement de 35 m vis-à-vis des cours d'eau est appliquée pour l'épandage,
- du périmètre de protection du captage communal de Saint-Denis-d'Authou, qui a été rajouté sur le dossier de cette commune, sans conséquence pour le parcellaire proposé,
- du périmètre de protection du captage communal de Saint-Denis-des-Puits rajouté sur le dossier de cette commune et conduisant à exclure une parcelle, sis à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée,
- du périmètre de protection du captage de Val Bel Air à Villemeux-sur-Eure rajouté sur le dossier de cette commune et conduisant à exclure quatre parcelles, sises à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée dans l'attente d'une décision prochaine du Syndicat de Villemeux devant statuer sur l'avenir de ce captage,

*D'autre part, la parcelle 657-11, dont une partie est située dans le périmètre de protection éloignée du captage de Soulaire a été évaluée d'un point de vue pédologique et hydrogéologique : aucun facteur de risque n'a été détecté par l'hydrogéologue, par conséquent cette parcelle est maintenue en aptitude moyenne à l'épandage.*

NB : toutes ces modifications ont pu être corrigées pour le dossier d'enquête publique

#### **D.5.4. DREAL Centre-Val de Loire – Service Eau et Biodiversité**

Avis par courrier du 25 septembre 2015 : le SEB émet un avis favorable sous réserve :

- que l'arrêté d'autorisation définisse les prescriptions techniques suivantes :
  - la production annuelle de Calciton est limitée de sorte que les flux annuels d'azote n'excèdent pas ceux figurant dans l'étude d'impact à savoir 45 000 kg N/an,
  - l'épandage soit réalisé conformément au programme d'actions nitrates en vigueur,
- que les conventions d'épandage signées par le pétitionnaire et par les tiers précisent :
  - pour les différentes cultures réceptrices, les périodes d'épandage possibles et la dose maximale admissible.

*Des tests de minéralisation potentielle par incubation en conditions contrôlées obtenus dans le cadre d'études menées par les SATEGEs Artois-Picardie et la MIRSPAA en Haute-Normandie démontrent que l'épandage du Calciton entraîne une immobilisation de l'azote du sol. Le Calciton ne fournit donc pas d'azote aux cultures.*

#### **D.5.5. Institut National de l'Origine et de la Qualité**

Observations par courrier du 24 septembre 2015 :

Le plan d'épandage concerne les aires des Indications Géographiques Protégées (IGP) du cidre de Normandie, porc de Normandie, volailles de Normandie, volailles de Houdan et volailles de l'Orléanais. Toutefois, l'INAO n'a pas formulé de remarque dans la mesure où les produits épandus n'affectent pas l'activité des IGP concernés.

#### **D.5.6. Direction Départementale des Territoires de l'Eure-et-Loir**

Avis par courrier du 25 septembre 2015 : le GREB émet un avis favorable sous réserve :

Deux exploitations agricoles ont été détectées en superposition impossible de plan d'épandage avec les boues du SIAAP situées à Achères. *Ces deux exploitations ont été recontactées pour se positionner clairement en faveur d'un seul plan d'épandage. Le dossier de demande d'autorisation a été modifié en conséquence.*

Cinq parcelles ont été détectées en zone inondable : *une des parcelles avait déjà fait l'objet d'un déclassement suite à l'étude hydrogéologique, les quatre autres parcelles ont été déclassées en aptitude moyenne. Le dossier de demande d'autorisation a été modifié en conséquence.*

Enfin, la DDT demande à retirer les parcelles situées dans le Parc Naturel Régional du Perche conformément à la doctrine départementale.

#### **D.5.7. Parc Naturel Régional du Perche (PNRP)**

Par délibération n°15-40 du 5 octobre 2015, le Bureau Syndical a décidé, à l'unanimité, de donner un avis favorable à la demande d'autorisation de SCA TISSUE FRANCE.

*Par conséquent, le parcellaire localisé sur le territoire du PNRP a été maintenu dans la demande d'autorisation.*

#### **D.5.8. Chambre d'Agriculture d'Eure-et-Loir**

Avis par courrier du 25 septembre 2015 : avis favorable.

#### **D.5.9. CHSCT de l'établissement**

Avis favorable rendu le 06 avril 2016 par mail.

## E) PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES


Vu les éléments apportés dans le dossier de demande d'autorisation et les avis et observations recueillis lors de l'enquête publique et administrative, l'inspection des installations classées propose dans le projet de prescriptions joint en annexe notamment :

- de réglementer l'épandage du Calciton, sous-produit du procédé de recyclage de la papeterie SCA TISSUE FRANCE selon les prescriptions de l'arrêté ministériel du 03 avril 2000 relatif à l'industrie papetière,
- de limiter l'épandage et le stockage pour tenir compte des périmètres de protection des captages en eau potable,
- de n'autoriser l'épandage que lorsque les procédures d'aménagement foncier en cours seront terminées,
- d'interdire la superposition avec le plan d'épandage des boues issues du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne – SIAAP,
- de renforcer le contrôle de la qualité du Calciton tous les 4 lots soit 1 fois par trimestre jusqu'à décembre 2017 : la surveillance régulière du Calciton est réalisée par 2 laboratoires indépendants simultanément sur le même échantillon.

## F) CONCLUSIONS

Après examen de la demande de l'exploitant, le projet d'arrêté préfectoral ci-joint permet de réglementer le périmètre d'épandage du sous-produit CALCITON généré par le site d'Hondouville dans le département de l'Eure-et-Loir.

En conséquence, nous vous proposons d'émettre un avis favorable sur le projet de prescriptions présenté. Conformément à l'article R.512-25 du Code de l'environnement, le présent rapport doit être soumis à l'avis du CODERST.

<b>RÉDACTEUR DU RAPPORT :</b> L'inspecteur de l'environnement   Nathalie HENRION Le 26/04/2016	<b>VÉRIFICATEUR :</b> L'inspecteur de l'environnement   Olivier Lagnaux Le 26/04/2016	<b>APPROBATEUR :</b> Adopté et transmis à monsieur le préfet de l'Eure pour le directeur et par délégation, Le chef d'point de Service Régional   Olivier Lagnaux Le 26/04/2016
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## Annexe 1 au rapport de l'inspection des installations classées : projet de prescriptions

**Annexe 2 au rapport de l'inspection des installations classées : recueil des avis exprimés par les communes**